



2016.12.16.135.PC/ML

**Région PACA**  
**Budget primitif 2017**  
**Un budget de la régression sociale**

Le budget 2016 de la Région aura été un budget d'austérité qui a conduit à des coupes claires dans de nombreux secteurs d'intervention de la Région. Les salariés et les populations, les acteurs économiques et les usagers des services publics ont exprimé ces dernières semaines, à juste raison, leurs inquiétudes et leur mécontentement.

A périmètre constant, le budget primitif 2017 voté aujourd'hui par le Conseil Régional est globalement stable. Mais cette stabilité cache des choix très discutables. En concordance avec les orientations budgétaires, la priorité est clairement donnée à la satisfaction des demandes exprimées par les organisations patronales. Ainsi, la Région qui se présente comme premier partenaire du monde patronal augmente les aides directes aux entreprises de plus de 50%, sans contrainte ni contrepartie notamment en terme de créations d'emplois. Pourtant, comme nous l'avons dénoncé lors de l'examen de l'avis sur les orientations budgétaires, ces politiques d'aides directes aux entreprises sont du gaspillage d'argent public sans aucun effet positif sur l'économie, à l'image du CICE ou du Pacte de responsabilité au niveau national. Pire, accompagnées de politiques d'austérité, elles peuvent même avoir des effets récessifs car elles confisquent une partie des richesses créées au seul bénéfice des dividendes et au détriment des leviers nécessaires au développement économique et social, aux investissements, à la consommation des ménages, aux services publics...

La priorité donnée, dans ce budget primitif, à l'économie marchande, à l'excellence, à l'attractivité du territoire et au rayonnement international de la Région conduit à privilégier les dépenses « de prestige » : sport de haut niveau, grands évènements culturels, tourisme de croisière, pôles de compétitivité et entreprises engagées dans la compétition européenne et mondiale...

Le sécuritarisme, quant à lui, conduit à dépenser des millions d'euros dans des programmes et des actions dont certains ne sont pourtant pas de la compétence régionale à l'image de l'équipement des polices municipales, des équipements de vidéo protection, de la construction et de la réhabilitation de gendarmerie (pour 10 Millions d'Euros.)

Dans le même temps, quelques exemples de lignes budgétaires sacrifiées, dont certains sont repris dans les contributions sectorielles de l'avis :

- Dans le domaine culturel : baisse des crédits alloués à la création, la production et l'édition régionale ; suppression des postes d'agents de développement culturel (-1,3 millions)
- Dans le domaine sportif : les structures locales qui œuvrent au sport pour tous au quotidien et sur le terrain voient leurs dotations rognées ;
- Dans le tourisme : la ligne « accès aux vacances pour tous » disparaît ;
- Dans la formation : la rémunération des stagiaires diminue de 6 millions d'euros, l'accès aux premiers savoirs n'est plus une priorité de l'exécutif régional ...
- En matière de « solidarités », vie associative : l'égalité femmes-hommes perd 150 000 euros, les associations de terrain qui œuvrent au quotidien au plus près des populations sont fortement pénalisées par ce budget ;

- Dans les transports : l'exploitation des TER (-8 millions) et LER (-3 millions) au détriment de la qualité des services rendus ;
- Dans le domaine de la santé : les actions santé (-400 000€) ;
- Pour les lycées : l'animation de la vie lycéenne (-400 000€)
- Un budget « Solidarité » divisé par deux (-3,2 millions)

En matière économique, la spécificité de l'Economie Sociale et Solidaire n'est plus reconnue en tant que telle et ce secteur, important pour l'économie régionale, ne pourra bénéficier de soutiens qu'en s'inscrivant dans un modèle économique purement marchand. Ce sont 17 millions d'euros dédiés à ce secteur qui disparaissent des lignes budgétaires !

De plus, la baisse du budget de fonctionnement va se traduire par une nouvelle dégradation des conditions de travail des agents du Conseil régional (masse salariale en diminution de 2,5 millions d'euros, à périmètre constant ; 36 départs en retraite non remplacés ; et fin 2016 plus de 300 postes budgétaires non pourvus...). Cela aura bien évidemment des conséquences sur la qualité du service public.

Enfin, à l'heure où le CESER PACA adopte un avis de grande qualité sur l'adaptation aux dérèglements climatiques, nous ne pouvons que déplorer le retrait de la Région sur les questions environnementales avec un budget une fois de plus en diminution (-5% et -1,4 millions d'euros). En 5 ans ce budget aura diminué de 46 % !

Ces choix budgétaires, reflets des orientations politiques de l'exécutif régional, ne sont pas neutres pour les populations et les territoires de PACA. Ils induisent des coupes dans des secteurs qui relèvent de l'intérêt général, de la solidarité, du vivre ensemble et de l'appui aux populations les plus en difficulté. Coupes qui se traduisent par une diminution du budget de fonctionnement de plus de 8 millions d'euro à périmètre constant ! Les dépenses ainsi sacrifiées sont, certes, moins prestigieuses et médiatiques mais elles relèvent de l'intérêt commun et de la réponse aux besoins des populations et des territoires.

Marseille, le 16 Décembre 2016

**Contact Presse :**

**Gilles FOURNEL : 06 10 14 80 86**